

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations entre la France et la République tchèque et sur la construction européenne, à Prague le 30 novembre 2016.

Mesdames, Messieurs,

Je remercie le Premier ministre SOBOTKA pour son accueil. C'est la première visite officielle que je fais ici, en République tchèque même si j'avais reçu à plusieurs reprises le Premier ministre et le Président tchèques à Paris.

En plus, j'ai la chance d'être à côté du Premier ministre tchèque au Conseil européen. Nous avons donc le temps, parfois même la nuit, de parler des relations entre nos deux pays et de l'Union européenne.

J'avais été amené à reporter deux fois mon déplacement ici, en République tchèque pour des raisons qui tenaient au drame qui frappait la France. La première fois, c'était avec les attentats de Nice, la seconde fois, c'était après l'assassinat horrible du Père HAMEL dans une église en Normandie.

La République tchèque m'avait apporté tout son soutien et avait compris les raisons du report de ma visite. Mais je tenais à la fois à remercier la République tchèque pour son soutien, sa solidarité et en même temps je tenais à venir ici, à Prague.

Je veux également saluer l'action qui est celle de la République tchèque pour lutter contre le terrorisme, nos services coopèrent, nos informations circulent et nos services de renseignement ont également une volonté de mettre en commun ce que nous savons. C'est très important.

Il y a eu aussi l'acte qui a consisté, pour la République tchèque, à participer à l'opération, qui est en cours d'ailleurs au Mali, qui vise justement à lutter contre le terrorisme.

Si je suis venu aussi ici en République tchèque, c'est pour saluer le partenariat stratégique qui est le nôtre et qui se déploie dans de nombreux domaines. Dans le domaine culturel, puisqu'il y a de nombreuses manifestations, dans le domaine linguistique, mais également dans le domaine économique. C'est vrai qu'il y a beaucoup d'entreprises françaises qui sont installées ici, implantées ici en République tchèque. Je souhaite le Premier ministre l'a dit qu'il puisse y avoir de meilleures conditions de salaires qui puissent être proposées.

Si elles sont là, c'est aussi dans l'intérêt de nos deux pays. C'est-à-dire qu'il y a des emplois en France qui dépendent des activités ici en République tchèque. C'est la raison pour laquelle il est tout à fait décisif que nous puissions amplifier encore les investissements et les créations d'emplois dans nos deux pays, sans rien craindre. Nous avons néanmoins besoin d'une convergence, en Europe, sociale et fiscale.

Nous avons aussi des relations qui sont étroites dans d'autres domaines stratégiques. Je pense au nucléaire civil, puisque la République tchèque, comme la France, a un bouquet énergétique dans lequel le nucléaire joue un rôle important. Nous pouvons, là-aussi, avoir des perspectives communes de développement.

Nous avons également une volonté d'appuyer nos industries de défense. J'ai été très attentif à ce qu'a dit le Premier ministre tchèque sur cette coopération qui doit être encore renforcée en matière de matériel et d'équipement pour l'armée tchèque et nous y sommes prêts.

Nous avons ensuite évoqué la question européenne sur plusieurs points. Le premier étant le

... nous avons encore évoqué la question européenne des procédures pénales, le premier point le Brexit. C'est une décision du peuple britannique. Le Gouvernement de Theresa MAY a souhaité attendre le mois de mars et il ne peut pas y avoir de pré-négociations avant le mois de mars -je l'affirme ici clairement- c'est la position d'ailleurs de l'ensemble de l'Union européenne. En revanche, lorsqu'il y aura négociations, nous devons être fermes sur les principes qui doivent être ceux de la relation entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, notamment pour la libre circulation.

Nous avons évoqué un second point qui est celui de la feuille de route de Bratislava, celle que nous avons établie à Vingt-Sept au mois de septembre. Elle comporte trois dimensions. Une dimension de sécurité et de protection, parce que nos peuples ont besoin de cette assurance, sécurité et protection pour les frontières, pour le contrôle des migrations, ce qui ne veut pas dire ne pas accueillir les personnes qui sont en grand danger -la France y prend sa part, la République tchèque aussi.

Ensuite, la sécurité, c'est être capable de lutter contre le terrorisme qui peut frapper partout. Enfin, la sécurité, c'est d'avoir une conception de défense qui nous permette de consacrer davantage qu'il n'est fait aujourd'hui pour assurer la projection de nos forces à l'extérieur et nos propres équipements, notre propre capacité militaire. Ça, c'est la première dimension de la feuille de route de Bratislava. Entre les Français et les Allemands, nous avons notamment progressé sur les questions de défense et je suis convaincu que nous pourrons, au Conseil européen du mois de décembre, puisque ce sera consacré à la défense, avancer.

La seconde dimension est économique, elle est sur l'essentiel pour les opinions publiques. Comment pouvons-nous être plus performants sur le plan des technologies et en même temps être plus solidaires sur le plan social ? La première solidarité, c'est de créer de l'emploi et de la croissance. C'est ce que nous avons à faire à travers des investissements.

L'enjeu principal des prochaines années est l'investissement. Qui sera capable au monde de dégager les meilleurs investissements pour la transition énergétique, pour le numérique, pour les grandes infrastructures ? Nous devons donc aller beaucoup plus loin sur l'investissement.

La troisième dimension de la feuille de route de Bratislava est la dimension humaine. Rapprocher nos sociétés, faire en sorte que la jeunesse puisse avoir confiance dans l'Union européenne mais il y a un problème de confiance. Ce problème de confiance doit être réglé parce que sinon, c'est toute l'Union européenne qui risque d'être menacée.

Voilà pourquoi il est très important que nous puissions, entre la République tchèque et la France, avoir les meilleures relations. La République tchèque appartient à ce que l'on appelle le Groupe de Visegrad, la France est un pays fondateur de l'Union européenne mais nous ne pouvons pas nous séparer entre zones géographiques. Nous pouvons avoir des positions qui parfois doivent être débattues mais nous sommes ensemble. Nous sommes ensemble pour défendre cette même vision de l'Europe.

Je veux terminer sur le centenaire de la relation d'amitié entre la France et la République tchèque, puisqu'en 1918, la France était le premier pays à reconnaître l'indépendance de la République tchèque. La France l'avait fait parce que les Tchèques étaient aussi venus se sacrifier pour la France. J'aurai, tout à l'heure, avec la communauté française, l'occasion de le rappeler. Les Tchèques ont donné leur sang pour que la France puisse être libre. Il était donc légitime que la France puisse être le premier pays à reconnaître la République tchèque.

Je n'oublie pas non plus l'Histoire, combien cette Histoire pèse. Il est toujours utile de rappeler l'Histoire, si l'on veut être conscients de nos responsabilités pour aujourd'hui et pour demain. C'est tout le sens de ma visite aujourd'hui. Merci.